

La désignation du commissaire européen à la culture critiquée

Des artistes européens ont réagi à la nomination de l'ultranationaliste Tibor Navracsics, ancien ministre de Viktor Orban

BRUXELLES - bureau européen

La culture européenne va avoir un visage étrange dans les cénacles internationaux, celui de Tibor Navracsics, un proche du très contesté premier ministre hongrois Viktor Orban. Mis à part quelques élus – le libéral belge Guy Verhofstadt et deux membres du mouvement italien 5 étoiles –, tous les eurodéputés se sont tus, mercredi 22 octobre, à Strasbourg, quand il s'est agi de nommer commissaire à la culture l'ex-ministre hongrois de la justice, accusé d'être l'un des principaux auteurs de lois très contestables dans un pays qui accumule les déficits démocratiques.

Brillant la liberté des juges, des médias, des ONG et de la Cour constitutionnelle, le parti Fidesz (Alliance des jeunes démocrates) a aussi mis au pas les institutions culturelles. Une trentaine d'artistes européens de premier plan l'ont rappelé, lundi 20 octobre, au nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Réunis par Bernard Focroule, le directeur du Festival lyrique d'Aix-en-Provence, ces créateurs dénoncent un régime qui « limite la liberté d'expression, refuse la diversité et brime le secteur artistique ». Avant eux, Peter De Caluwe, le directeur de l'Opéra de Bruxelles, et Paul Dujardin, le directeur du Palais des beaux-arts de la capitale belge avaient évoqué, le 30 septembre, « l'humiliation » de voir

« La vie culturelle sous Orbán a été réduite à une politique étriquée »

PETER DE CALUWE ET PAUL DUJARDIN
directeur de l'Opéra de Bruxelles et directeur du Palais des beaux-arts

un ultranationaliste désigné comme responsable de la culture européenne. « La vie culturelle sous Orban a été réduite à une politique étriquée, avec notamment une réécriture des livres d'école qui font désormais ingurgiter aux élèves une vision de l'histoire qui ne ménage pas les pays voisins », déploraient ces deux responsables.

« Donner la culture à quelqu'un »
Sans doute trop tardifs, ces appels n'ont eu aucun effet. Sauf celui de mettre en évidence une incongruité : censé gérer, au départ, le portefeuille de l'éducation, de la jeunesse, de la culture et de la citoyenneté, M. Navracsics a été privé de cette dernière compétence après une audition par la commission compétente du Parlement. Il a, en revanche, conservé ses autres attributions – auxquelles s'ajoutera le sport. Comme si la culture et l'éducation étaient décidément des portefeuilles sans importance. « On a 28 Etats membres,

il fallait bien donner la culture à quelqu'un », commentait d'ailleurs, mercredi, une eurodéputée libérale...

Les propos, parfois très durs, tenus par certains membres de la commission parlementaire seront donc, eux aussi, restés sans conséquence. « Vous avez systématiquement bafoué les valeurs de l'Union, les traités et de la charte des droits fondamentaux », avait ainsi lancé le centriste Jean-Marie Cavada. « Je pense à Imre Kertész et je suis triste que l'Europe en soit arrivée là », ajoutait l'ancien journaliste. Dans sa réponse, le futur commissaire soulignait qu'il admirait, lui aussi, le grand écrivain hongrois, survivant des camps de concentration et Prix Nobel en 2002. Mais que son pays avait fait « ce qu'il a pu » et qu'en tout cas, il comptait personnellement respecter les valeurs fondatrices de l'Union.

Est-il possible de faire, à Bruxelles, le contraire de ce qui se fait à Budapest ? Manifestement, même les groupes politiques qui ont accordé leur confiance au nouveau collège européen en doutent. Les conservateurs du Parti populaire européen – et notamment les élus allemands – ont soutenu M. Navracsics en arguant du fait qu'il serait soumis au contrôle d'un vice-président. Et les sociaux-démocrates affirment qu'ils ne pouvaient s'opposer à sa nomination sans courir le risque qu'un candidat « pire encore » soit désigné par M. Orban.

JEAN-PIERRE STROOBANTS

JEAN-PIERRE STROOBANTS